

RCS : ANNECY Code greffe : 7401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANNECY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1966 B 80014 Numéro SIREN : 606 620 144 Nom ou dénomination : IN EXTENSO MONT-BLANC

Ce dépôt a été enregistré le 18/01/2022 sous le numéro de dépôt B2022/000571

BILAN ACTIF**Certifié Conforme***Le Président*

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 30/06/2021	Net 30/06/2020
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	13 830	13 830		
Fonds commercial (1)	3 232 136		3 232 136	3 232 136
Autres immobilisations incorporelles	338 647	3 049	335 598	335 598
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 758		2 758	2 758
Constructions	82 551	82 551		
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	2 093 177	1 675 851	417 326	522 836
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	22 407		22 407	
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	1 219	1 219		
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	29 123	1 525	27 598	27 306
Prêts				
Autres immobilisations financières	52 326		52 326	52 326
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	5 868 174	1 778 024	4 090 149	4 172 960
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	6 059 753	1 115 792	4 943 961	5 036 779
Autres créances	239 375	12 283	227 092	193 640
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 191 562		1 191 562	960 743
Charges constatées d'avance (3)	50 763		50 763	82 292
TOTAL ACTIF CIRCULANT	7 541 453	1 128 075	6 413 378	6 273 454
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	13 409 627	2 906 099	10 503 527	10 446 415
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

	30/06/2021	30/06/2020
CAPITAUX PROPRES		
Capital	2 800 000	2 800 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	102 699	102 699
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	280 000	280 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	98 677	54 708
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	851 121	860 068
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4 132 497	4 097 474
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	28 000	18 000
Provisions pour charges	356 236	380 822
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	384 236	398 822
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	120 860	224 179
Emprunts et dettes financières diverses (3)	358 674	357 867
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		19 776
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 239 655	1 026 105
Dettes fiscales et sociales	2 807 175	2 816 472
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	59 432	75 867
Produits constatés d'avance	1 400 999	1 429 852
TOTAL DETTES (1)	5 986 795	5 950 118
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	10 503 527	10 446 415
(1) Dont à plus d'un an (a)	371 625	405 861
(1) Dont à moins d'un an (a)	5 615 170	5 524 481
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

COMPTES DE RESULTAT

	France	Exportations	30/06/2021	30/06/2020
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	6 227		6 227	434
Production vendue (biens)	158 326		158 326	83 770
Production vendue (services)	11 011 326	9 290	11 020 616	10 894 838
Chiffre d'affaires net	11 175 879	9 290	11 185 169	10 979 043
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			7 000	3 299
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			438 843	282 066
Autres produits			76	154
Total produits d'exploitation (I)			11 631 088	11 264 561
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			2 792	1 995
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			2 313 186	2 311 134
Impôts, taxes et versements assimilés			256 513	275 695
Salaires et traitements			4 178 731	4 069 046
Charges sociales			1 799 971	1 730 663
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			157 762	174 972
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			264 840	268 906
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			27 192	12 964
Autres charges			1 297 747	1 036 384
Total charges d'exploitation (II)			10 298 735	9 881 759
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			1 332 354	1 382 802
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			1 060	1 761
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			1 060	1 761
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			723	4 709
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			723	4 709
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			337	-2 948
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			1 332 691	1 379 854

COMPTE DE RESULTAT

	30/06/2021	30/06/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 690	32 375
Sur opérations en capital	7 975	35 410
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	10 665	67 785
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		71 886
Sur opérations en capital	6 681	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	6 681	71 886
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	3 984	-4 101
Participation des salariés aux résultats (IX)	166 503	169 938
Impôts sur les bénéfices (X)	319 051	345 747
Total des produits (I+III+V+VII)	11 642 813	11 334 107
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	10 791 693	10 474 039
BENEFICE OU PERTE	851 121	860 068

(a) Y compris :

*- Redevances de crédit-bail mobilier**- Redevances de crédit-bail immobilier**(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs**(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs**(3) Dont produits concernant les entités liées**(4) Dont intérêts concernant les entités liées*

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la société : SAS IN EXTENSO MONT BLANC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2021, dont le total est de 10 503 527 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 851 121 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2020 au 30/06/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14/07/2021 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 20 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La provision constituée est basée sur l'antériorité des créances.

Plus précisément, la règle de dépréciation est la suivante :

- 100 % pour les créances dont l'antériorité est supérieure à 18 mois,
- 100 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 12 et 18 mois sauf dérogation de l'associé en charge du dossier,
- 25 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 9 et 12 mois.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

NOTES SUR LE BILAN

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	3 232 136			3 232 136
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	352 477			352 477
Immobilisations incorporelles	3 584 613			3 584 613
- Terrains	2 758			2 758
- Constructions sur sol propre	82 551			82 551
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 086 242	3 740		1 089 982
- Matériel de transport	79 205		13 437	65 767
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	882 235	55 192		937 428
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes		22 407		22 407
Immobilisations corporelles	2 132 991	81 339	13 437	2 200 893
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	1 219			1 219
- Autres titres immobilisés	28 831	292		29 123
- Prêts et autres immobilisations financières	52 326			52 326
Immobilisations financières	82 376	292		82 668
ACTIF IMMOBILISE	5 799 980	81 631	13 437	5 868 174

NOTES SUR LE BILAN

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		81 339	292	81 631
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		81 339	292	81 631
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		13 437		13 437
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		13 437		13 437

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Le fonds de commerce figure à l'actif du bilan pour sa valeur d'achat, d'apport ou résulte d'opération de fusion.

La valeur d'inventaire du fonds de commerce correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée sur la base des performances opérationnelles actuelles et futures estimées de l'entreprise, ou d'une valeur de marché.

Lorsque des événements ou changements des conditions du marché sont susceptibles de provoquer une perte de valeur, aboutissant à une valeur d'utilité inférieure à la valeur inscrite au bilan, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

	30/06/2021
Éléments achetés	50 190
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	3 181 946
Total	3 232 136

Le fonds de commerce est évalué au coût d'acquisition. Il ne fait l'objet d'aucun amortissement. Un mali de fusion de 335.898 € issu de l'absorption d'Avvens Mont-Blanc en 07/2007 est comptabilisé en 208100. L'actif sous-jacent attaché au mali de fusion correspond à la valeur du fonds de commerce du site de Sallanches (Ex Avvens Mont-Blanc)

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle est inférieure à sa valeur nette comptable, pour le montant de la différence.

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis.

NOTES SUR LE BILAN

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	16 879			16 879
Immobilisations incorporelles	16 879			16 879
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	82 551			82 551
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	776 292	70 514		846 806
- Matériel de transport	59 370	5 938	6 757	58 551
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	689 183	81 310		770 493
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 607 397	157 762	6 757	1 758 402
ACTIF IMMOBILISE	1 624 275	157 762	6 757	1 775 280

NOTES SUR LE BILAN

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 6 402 217 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	52 326		52 326
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	6 059 753	6 059 753	
Autres	239 375	239 375	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	50 763	50 763	
Total	6 402 217	6 349 891	52 326
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - FAE groupe IE	118 040
Clients - FAE hors groupe	1 603 013
RRR à obtenir & avoirs à recevoir	6 928
Orga. sociaux - Pds à recevoir	4 666
Total	1 732 646

NOTES SUR LE BILAN

Dépréciation des actifs

Dépréciation des créances

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
Dépréciation clients	1 115 792
Dépréciation C/C Sci	12 283
TOTAL	1 128 075

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 2 800 000,00 euros décomposé en 173 638 titres d'une valeur nominale de 16,13 euros.

	Titres au début d'exercice	Titres créés d'exercice	Titres remboursés	Titres en fin d'exercice
Titres composant le capital	173 638			173 638
TOTAL	173 638			173 638

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 02/12/2020.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	860 068
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	860 068
Affectations aux réserves	43 969
Distributions	816 099
Autres répartitions	
Report à Nouveau	
Total des affectations	860 068

NOTES SUR LE BILAN

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/07/2020	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 30/06/2021
Capital	2 800 000				2 800 000
Primes d'émission	102 699				102 699
Réserve légale	280 000				280 000
Réserves générales	54 708	43 969	43 969		98 677
Résultat de l'exercice	860 068	-860 068	851 121	860 068	851 121
<i>Dividendes</i>		816 099			
Total Capitaux Propres	4 097 474		895 090	860 068	4 132 497

NOTES SUR LE BILAN

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	380 822	17 192	41 778		356 236
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	18 000	10 000			28 000
Total	398 822	27 192	41 778		384 236
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		27 192	41 779		
Financières					
Exceptionnelles					

NOTES SUR LE BILAN

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 986 795 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	120 860	54 223	66 637	
Emprunts et dettes financières divers (*)	358 257	53 269	304 988	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 239 655	1 239 655		
Dettes fiscales et sociales	2 807 175	2 807 175		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	59 849	59 849		
Produits constatés d'avance	1 400 999	1 400 999		
Total	5 986 795	5 615 170	371 625	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	103 319			
(**) Dont envers les groupes et associés	418			

NOTES SUR LE BILAN

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - FAR groupe IE	31 526
Fournisseurs - FAR hors groupe	830 693
ICNE s/ participation des salariés	119
Dettes provisionnées pour CP	412 425
Dettes provisionnées pour RTT	110 050
Dettes prov. sur part. des salariés	166 503
Personnel - Autres charges à payer	34 558
Personnel - Primes à payer	274 374
Orga. sociaux - CS sur CP	173 883
Orga. sociaux - CS sur RTT	50 410
Orga. sociaux - Autres CS à payer	171 342
Charges à payer particip eff constr	27 281
Charge à payer - CFE	2 259
Charge à payer - Taxe foncière	10 694
Charge à payer - TVTS	489
Divers - Charges à payer	745
Total	2 297 351

Autres informations

Comptes de régularisation

NOTES SUR LE BILAN

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Locations immobilières	2 561		
Location fontaines à eau	64		
Location matériel d'affranchissement	2 160		
Charges locatives	2 125		
Télésurveillance	158		
Maintenance locaux	3 152		
Maintenance matériel informatique	1 988		
Maintenance logiciels informatiques	6 954		
Primes assurance RC CE	459		
Primes assurance autres	378		
Documentation technique	5 100		
Frais de formations collaborateurs	2 231		
Frais postaux - collectes courrier	3 734		
Cotisations Crcc et Ordre EC	15 403		
Cotisations médecine du travail	4 296		
Total	50 763		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	1 400 999		
Total	1 400 999		

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires	158 326		158 326
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	10 726 693	9 290	10 735 983
Ventes de marchandises	6 227		6 227
Produits des activités annexes	284 634		284 634
TOTAL	11 175 879	9 290	11 185 169

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - Transferts de charges	10 922	
79120000 - Remboursement agefos - Autres frais	843	
79130000 - Remboursement agefos - Coût pédag	4 850	
79140000 - Avantages en nature hors associés	5 705	
79143000 - Avantages en nature associés	49	
79150000 - Trf de charges - Divers social	33 396	
	55 764	
Total	55 764	

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Charges et Produits exceptionnels

Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice

	Charges	Produits
TOTAL		

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	6 681	
Rentrées sur créances amorties		2 690
Produits des cessions d'éléments d'actif		7 975
TOTAL	6 681	10 665

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	1 332 691	317 058	1 015 633
+ Résultat exceptionnel	3 984	1 115	2 869
- Participations des salariés	166 503	-878	167 381
Résultat comptable	1 170 172	319 051	851 121

(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)

(**) Majoré du montant du CICE

(montant repris de la colonne "Impôt correspondant")

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 26,5 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 48 679 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

Montant

Accroissements de la dette future d'impôt

Liés aux amortissements dérogatoires
Liés aux provisions pour hausse des prix
Liés aux plus-values à réintégrer

Liés à d'autres éléments

A. Total des bases concourrant à augmenter la dette future

Allègements de la dette future d'impôt

Liés aux provisions pour congés payés
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles

183 696

Liés à d'autres éléments

B. Total des bases concourrant à diminuer la dette future

183 696

C. Déficits reportables

D. Moins-values à long terme

Montant de la créance future

61 232

(A - B - C - D) * 33 1/3 %

Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/07/2009, la société SAS IN EXTENSO MONT BLANC est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA IN EXTENSO DAUPHINÉ SAVOIE, 1 Bis boulevard de la CHANTOURNE 38700 LA TRONCHE.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Charge de l'exercice : 319.051 €

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières du groupe

IN EXTENSO MONT-BLANC

Société par actions simplifiée au capital de 2 800 000 euros

Siège social : 390, rue des Peupliers – Ecotec

74460 MARNAZ

606 620 144 RCS ANNECY

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 9 DECEMBRE 2021

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2021

DEUXIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat)

L'Assemblée Générale, constatant que le résultat net comptable bénéficiaire de l'exercice s'élève à 851 120,85 euros, approuve la proposition du Président et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de la manière suivante :

Origine :

- Résultat net, 851 120,85 euros

Affectation :

- A titre de dividendes aux associés,
la somme de 808 500,00 euros
soit un dividende de 4,656 € environ par action,
- Le solde, soit la somme de 42 620,85 euros
au poste « autres réserves ».

Ce dividende sera mis en paiement au plus tard le 31 mars 2022.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2021 éligibles à la réfaction de 40 % s'élève à 32,59 euros. Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2021 non éligibles à la réfaction de 40 % s'élève donc quant à lui à 808 467,41 euros.

L'assemblée reconnaît avoir été informée que les dividendes et distributions assimilées perçus par des personnes physiques depuis le 1er janvier 2018 sont soumis l'année de leur versement, sauf exceptions, à un prélèvement forfaitaire non libératoire au taux de 12,8 % perçu à titre d'acompte ainsi qu'aux prélèvements sociaux à hauteur de 17,2 %. Ces sommes sont déclarées et payées par l'établissement payeur au plus tard le 15 du mois suivant celui du versement des dividendes.

Peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 € (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 € (contribuables soumis à une imposition commune). La dispense doit être demandée sous la forme d'une attestation sur l'honneur auprès de l'établissement payeur au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement.

L'année suivante, les dividendes sont déclarés avec l'ensemble des revenus et soumis à l'impôt sur le revenu : soit au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8 %, pour les personnes physiques qui y ont intérêt et sur option, au barème progressif après application, le cas échéant, d'un abattement de 40 %. Les sommes versées au titre du prélèvement forfaitaire non libératoire s'imputent, selon le cas, sur le PFU ou l'impôt calculé au barème progressif.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice clos le 30 juin 2020 :

Montant distribué : 816 098,60 euros, soit 4,70 euros par action

Revenus éligibles à l'abattement : 32,90 euros

Revenus non éligibles à l'abattement : 816 065,70 euros

Exercice clos le 30 juin 2019 :

Montant distribué : 962 500,00 euros, soit 5,54 euros par action

Revenus éligibles à l'abattement : 38,80 euros

Revenus non éligibles à l'abattement : 962 461,20 euros

Exercice clos le 31 mai 2018 :

Montant distribué : 1 418 545,02 euros, soit 8,17 euros par action

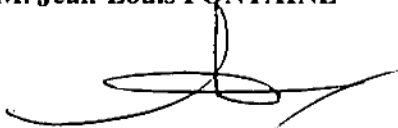
Revenus éligibles à l'abattement : 57,19 euros

Revenus non éligibles à l'abattement : 1 418 487,83 euros

Vote de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 9 décembre 2021 :

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

**Certifié conforme
Le Président
M. Jean-Louis FONTAINE**



IN EXTENSO MONT-BLANC

Société par actions simplifiée au capital de 2 800 000 euros

Siège social : 390, rue des Peupliers – Ecotec

74460 MARNAZ

606 620 144 RCS ANNECY

Rapport de gestion du président

(Exercice clos le 30 juin 2021)

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous sommes réunis en assemblée générale ordinaire annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre société durant l'exercice clos le 30 juin 2021, de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice, et que vous décidiez de l'affectation du résultat.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

RESULTATS – AFFECTATION – ACTIVITE - PERSPECTIVES

Comptes et résultat

Nous allons maintenant vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Principaux chiffres de l'exercice et de l'exercice précédent

	Au 30 juin 2021 (12 mois)	Au 30 juin 2020 (12 mois)
Chiffre d'affaires	11 185 169 €	10 979 043 €
Autres produits d'exploitation	445 919 €	285 519 €
Achats et variations de stocks	2 792 €	1 995 €
Autres achats et charges externes	2 313 186 €	2 311 134 €

Impôts et taxes	256 513 €	275 695 €
Salaires et traitements	4 178 731 €	4 069 046 €
Charges sociales	1 799 971 €	1 730 663 €
Dotation aux amortissements et aux provisions	449 794 €	456 842 €
Autres charges	1 297 747 €	1 036 384 €
Charges d'exploitation	10 298 735 €	9 881 759 €
Résultat d'exploitation	1 332 354 €	1 382 802 €
Résultat financier	337 €	-2 948 €
Résultat courant avant impôt	1 332 691 €	1 379 854 €
Résultat exceptionnel	3 984 €	-4 101 €
Participation des salariés	166 503 €	169 938 €
Impôt sur les sociétés	319 051 €	345 747 €
Résultat net	851 121 €	860 068 €
Effectif au 30 juin	108	109
Total du bilan	10 503 527 €	10 446 415 €

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 851 120,85 euros.

Affectation du résultat

Nous soumettons à votre approbation une décision d'affectation dudit résultat.

Aussi, nous vous proposons également de bien vouloir approuver l'affectation et la distribution suivantes :

Origine :

- Résultat net,..... 851 120,85 euros

Affectation :

- A titre de dividendes aux associés,
la somme de 808 500,00 euros
soit un dividende de 4,656 € environ par action,
- Le solde, soit la somme de 42 620,85 euros
au poste « autres réserves ».

Le dividende sera mis en paiement au plus tard le 31 mars 2022.

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2021 éligibles à la réfaction de 40 % s'élève à 32,59 euros. Le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 juin 2021 non éligibles à la réfaction de 40 % s'élève donc quant à lui à 808 467,41 euros.

Nous vous informons que les dividendes perçus par les personnes physiques, éligibles à la réfaction prévue à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts, sont assujettis à un prélèvement forfaitaire non libératoire et obligatoire prévu à l'article 117 Quater du Code général des impôts, dont le taux est de 12,8%.

Enfin, pour nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les distributions de dividendes réalisées au cours des trois précédents exercices ont été les suivantes :

Exercice clos le 30 juin 2020 :

Montant distribué : 816 098,60 euros, soit 4,70 euros par action

Revenus éligibles à l'abattement : 32,90 euros

Revenus non éligibles à l'abattement : 816 065,70 euros

Exercice clos le 30 juin 2019 :

Montant distribué : 962 500,00 euros, soit 5,54 euros par action

Revenus éligibles à l'abattement : 38,80 euros

Revenus non éligibles à l'abattement : 962 461,20 euros

Exercice clos le 31 mai 2018 :

Montant distribué : 1 418 545,02 euros, soit 8,17 euros par action

Revenus éligibles à l'abattement : 57,19 euros

Revenus non éligibles à l'abattement : 1 418 487,83 euros

Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

Situation et activité de la société au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2021, la société a continué sa politique de développement. Elle est parvenue à maintenir un niveau d'activité conforme à ses objectifs, et a également poursuivi ses efforts en termes de maîtrise de ses coûts.

Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun événement important n'est intervenu depuis le 1^{er} juillet 2021.

Activités en matière de recherche et de développement

Nous n'avons aucune information particulière à communiquer dans ce domaine.

Situation financière et endettement

Au cours de l'exercice écoulé, l'entreprise a maintenu son endettement à un niveau conforme à sa situation et son activité.

Conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce

Vous allez prendre connaissance du rapport spécial sur les conventions réglementées visées à l'article L. 227-10 du code de commerce.

Evolution prévisible de la société et perspectives d'avenir

Compte tenu du contexte économique ambiant et des prévisions d'évolution à court terme, l'exercice 2021-2022 est envisagé avec prudence.

INFORMATIONS RELATIVES AUX FILIALES ET AUX PARTICIPATIONS

Filiales et participations

Au 30 juin 2021, notre société détenait la filiale suivante :

Dénomination de la société	RCS	% détention
MISYL III	353 746 555 RCS ANNECY	99,99%

Information et régulation des participations croisées

Nous vous informons que notre société ne fait pas l'objet de participations croisées. En conséquence, les dispositions de l'article R233-19 du Code de commerce ne trouvent pas à s'appliquer.

Autocontrôle

Nous vous informons que notre société n'est pas en situation d'autocontrôle.

Prêt Inter-Entreprises en vertu de l'article L.511-6, 3 bis du Code Monétaire et Financier

Nous vous informons que notre société n'a consenti aucun prêt à des sociétés avec lesquelles elle entretient des liens économiques le justifiant.

Avis du Comité social économique

Nous vous informons qu'en application des dispositions des articles L.2312-24 à L.2312-27 du code du travail, le Comité social économique a été régulièrement consulté sur les orientations stratégiques de notre Société, sa situation économique et financière, sa politique sociale, les conditions de travail et l'emploi.

Le Comité social économique n'a transmis aucun avis au Conseil.

Mandat des Commissaires aux Comptes

Les mandats de la société COMPAGNIE FRANCAISE DE CONTROLE ET D'EXPERTISE – C.F.C.E, Commissaire aux Comptes titulaire, et de la société C.E.C.A – Compagnie Européenne de Conseil et d'Audit, Commissaire aux Comptes suppléant, arrivent à expiration à l'issue de la présente consultation.

En application des dispositions de l'article L. 823-1, I, alinéa 2 du Code de commerce modifié par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, la désignation d'un commissaire aux comptes suppléant ne s'impose que si le commissaire aux comptes est une personne physique ou une société unipersonnelle.

Nous vous proposons en conséquence de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire de la société COMPAGNIE FRANCAISE DE CONTROLE ET D'EXPERTISE – C.F.C.E pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la consultation annuelle des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2027, et de prendre acte que la Société n'est plus tenue de procéder à la désignation d'un Commissaire aux Comptes suppléant.

Nous vous invitons à adopter les résolutions soumises à votre vote.

A MARNAZ

Le 26 novembre 2021

Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' or 'J' shape with a long horizontal stroke extending to the right.

Société par Actions Simplifiée
IN EXTENSO MONT-BLANC

390, rue des Peupliers
Zone ECOTEC
74460 MARNAZ

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 30 juin 2021





Compagnie
Française
de Contrôle
& d'Expertise

Société de
commissaires
aux comptes

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2021

Société par Actions Simplifiée
IN EXTENSO MONT-BLANC
390, rue des peupliers
Zone ECOTEC
74460 MARNAZ

A l'assemblée générale de la société **IN EXTENSO MONT-BLANC**,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **IN EXTENSO MONT-BLANC** relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2020 à la date d'émission de notre rapport.

112 bis, rue Cardinet
75017 PARIS
Tél. 01 40 53 39 80
www.cfce-feco.fr

S.A. au capital de
37 000 €
Inscrite à la
Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Paris
RCS Paris B 602 006 116
Code NAF 6920 Z
N° TVA Intracommunautaire :
FR 95602006116

.../...

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Fonds commercial » de l'annexe (page 11) présente les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation dudit Fonds.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies en annexe.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

.../...

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 1^{er} décembre 2021

**Compagnie Française
de Contrôle et d'Expertise
"C.F.C.E."**

Société de commissaires aux comptes


Albert ABEHSSERA
Expert-comptable diplômé
Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 30/06/2021	Net 30/06/2020
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	13 830	13 830		
Fonds commercial (1)	3 232 136		3 232 136	3 232 136
Autres immobilisations incorporelles	338 647	3 049	335 598	335 598
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 758		2 758	2 758
Constructions	82 551	82 551		
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	2 093 177	1 675 851	417 326	522 836
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	22 407		22 407	
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	1 219	1 219		
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	29 123	1 525	27 598	27 306
Prêts				
Autres immobilisations financières	52 326		52 326	52 326
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	5 868 174	1 778 024	4 090 149	4 172 960
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	6 059 753	1 115 792	4 943 961	5 036 779
Autres créances	239 375	12 283	227 092	193 640
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 191 562		1 191 562	960 743
Charges constatées d'avance (3)	50 763		50 763	82 292
TOTAL ACTIF CIRCULANT	7 541 453	1 128 075	6 413 378	6 273 454
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	13 409 627	2 906 099	10 503 527	10 446 415
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

	30/06/2021	30/06/2020
CAPITAUX PROPRES		
Capital	2 800 000	2 800 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	102 699	102 699
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	280 000	280 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	98 677	54 708
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	851 121	860 068
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4 132 497	4 097 474
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	28 000	18 000
Provisions pour charges	356 236	380 822
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	384 236	398 822
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	120 860	224 179
Emprunts et dettes financières diverses (3)	358 674	357 867
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		19 776
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 239 655	1 026 105
Dettes fiscales et sociales	2 807 175	2 816 472
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	59 432	75 867
Produits constatés d'avance	1 400 999	1 429 852
TOTAL DETTES (1)	5 986 795	5 950 118
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	10 503 527	10 446 415
(1) Dont à plus d'un an (a)	371 625	405 861
(1) Dont à moins d'un an (a)	5 615 170	5 524 481
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

COMPTE DE RESULTAT

	France	Exportations	30/06/2021	30/06/2020
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	6 227		6 227	434
Production vendue (biens)	158 326		158 326	83 770
Production vendue (services)	11 011 326	9 290	11 020 616	10 894 838
Chiffre d'affaires net	11 175 879	9 290	11 185 169	10 979 043
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			7 000	3 299
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			438 843	282 066
Autres produits			76	154
Total produits d'exploitation (I)			11 631 088	11 264 561
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			2 792	1 995
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			2 313 186	2 311 134
Impôts, taxes et versements assimilés			256 513	275 695
Salaires et traitements			4 178 731	4 069 046
Charges sociales			1 799 971	1 730 663
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			157 762	174 972
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			264 840	268 906
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			27 192	12 964
Autres charges			1 297 747	1 036 384
Total charges d'exploitation (II)			10 298 735	9 881 759
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			1 332 354	1 382 802
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			1 060	1 761
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			1 060	1 761
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			723	4 709
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			723	4 709
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			337	-2 948
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			1 332 691	1 379 854

COMPTE DE RESULTAT

	30/06/2021	30/06/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	2 690	32 375
Sur opérations en capital	7 975	35 410
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	10 665	67 785
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		71 886
Sur opérations en capital	6 681	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	6 681	71 886
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	3 984	-4 101
Participation des salariés aux résultats (IX)	166 503	169 938
Impôts sur les bénéfices (X)	319 051	345 747
Total des produits (I+III+V+VII)	11 642 813	11 334 107
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	10 791 693	10 474 039
BENEFICE OU PERTE	851 121	860 068
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

C.F.C.E
112, bis rue Cardinet
75017 PARIS
Commissaire aux comptes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la société : SA IN EXTENSO MONT BLANC

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2021, dont le total est de 10 503 527 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 851 121 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2020 au 30/06/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 24/07/2021 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2021 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 20 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La provision constituée est basée sur l'antériorité des créances.

Plus précisément, la règle de dépréciation est la suivante :

- 100 % pour les créances dont l'antériorité est supérieure à 18 mois,
- 100 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 12 et 18 mois sauf dérogation de l'associé en charge du dossier,
- 25 % pour les créances dont l'antériorité est comprise entre 9 et 12 mois.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

NOTES SUR LE BILAN

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial	3 232 136			3 232 136
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	352 477			352 477
Immobilisations incorporelles	3 584 613			3 584 613
- Terrains	2 758			2 758
- Constructions sur sol propre	82 551			82 551
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	1 086 242	3 740		1 089 982
- Matériel de transport	79 205		13 437	65 767
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	882 235	55 192		937 428
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes		22 407		22 407
Immobilisations corporelles	2 132 991	81 339	13 437	2 200 893
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	1 219			1 219
- Autres titres immobilisés	28 831	292		29 123
- Prêts et autres immobilisations financières	52 326			52 326
Immobilisations financières	82 376	292		82 668
ACTIF IMMOBILISE	5 799 980	81 631	13 437	5 868 174

NOTES SUR LE BILAN

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		81 339	292	81 631
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		81 339	292	81 631
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		13 437		13 437
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		13 437		13 437

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

Le fonds de commerce figure à l'actif du bilan pour sa valeur d'achat, d'apport ou résulte d'opération de fusion.

La valeur d'inventaire du fonds de commerce correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée sur la base des performances opérationnelles actuelles et futures estimées de l'entreprise, ou d'une valeur de marché.

Lorsque des événements ou changements des conditions du marché sont susceptibles de provoquer une perte de valeur, aboutissant à une valeur d'utilité inférieure à la valeur inscrite au bilan, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

	30/06/2021
Éléments achetés	50 190
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	3 181 946
Total	3 232 136

Le fonds de commerce est évalué au coût d'acquisition. Il ne fait l'objet d'aucun amortissement. Un mali de fusion de 335.898 €

issu de l'absorption d'Avvens Mont-Blanc en 07/2007 est comptabilisé en 208100. L'actif sous-jacent attaché

au mali de fusion correspond à la valeur du fonds de commerce du site de Sallanches (Ex Avvens Mont-Blanc)

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle est inférieure à sa valeur nette comptable, pour le montant de la différence.

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée de vie limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis.

NOTES SUR LE BILAN

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	16 879			16 879
Immobilisations incorporelles	16 879			16 879
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	82 551			82 551
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	776 292	70 514		846 806
- Matériel de transport	59 370	5 938	6 757	58 551
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	689 183	81 310		770 493
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 607 397	157 762	6 757	1 758 402
ACTIF IMMOBILISE	1 624 275	157 762	6 757	1 775 280

NOTES SUR LE BILAN

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 6 402 217 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	52 326		52 326
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	6 059 753	6 059 753	
Autres	239 375	239 375	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	50 763	50 763	
Total	6 402 217	6 349 891	52 326
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - FAE groupe IE	118 040
Clients - FAE hors groupe	1 603 013
RRR à obtenir & avoirs à recevoir	6 928
Orga. sociaux - Pdts à recevoir	4 666
Total	1 732 646

NOTES SUR LE BILAN

Dépréciation des actifs

Dépréciation des créances

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
Dépréciation clients	1 115 792
Dépréciation C/C Sci	12 283
TOTAL	1 128 075

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 2 800 000,00 euros décomposé en 173 638 titres d'une valeur nominale de 16,13 euros.

	Titres au début d'exercice	Titres créés d'exercice	Titres remboursés	Titres en fin d'exercice
Titres composant le capital	173 638			173 638
TOTAL	173 638			173 638

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 02/12/2020.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	860 068
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	860 068
Affectations aux réserves	43 969
Distributions	816 099
Autres répartitions	
Report à Nouveau	
Total des affectations	860 068

NOTES SUR LE BILAN

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/07/2020	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 30/06/2021
Capital	2 800 000				2 800 000
Primes d'émission	102 699				102 699
Réserve légale	280 000				280 000
Réserves générales	54 708	43 969	43 969		98 677
Résultat de l'exercice	860 068	-860 068	851 121	860 068	851 121
<i>Dividendes</i>		816 099			
Total Capitaux Propres	4 097 474		895 090	860 068	4 132 497

NOTES SUR LE BILAN

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	380 822	17 192	41 778		356 236
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	18 000	10 000			28 000
Total	398 822	27 192	41 778		384 236
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		27 192	41 779		
Financières					
Exceptionnelles					

NOTES SUR LE BILAN

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 986 795 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	120 860	54 223	66 637	
Emprunts et dettes financières divers (*)	358 257	53 269	304 988	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 239 655	1 239 655		
Dettes fiscales et sociales	2 807 175	2 807 175		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	59 849	59 849		
Produits constatés d'avance	1 400 999	1 400 999		
Total	5 986 795	5 615 170	371 625	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	103 319			
(**) Dont envers les groupes et associés	418			

NOTES SUR LE BILAN

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - FAR groupe IE	31 526
Fournisseurs - FAR hors groupe	830 693
ICNE s/ participation des salariés	119
Dettes provisionnées pour CP	412 425
Dettes provisionnées pour RTT	110 050
Dettes prov. sur part. des salariés	166 503
Personnel - Autres charges à payer	34 558
Personnel - Primes à payer	274 374
Orga. sociaux - CS sur CP	173 883
Orga. sociaux - CS sur RTT	50 410
Orga. sociaux - Autres CS à payer	171 342
Charges à payer particip eff constr	27 281
Charge à payer - CFE	2 259
Charge à payer - Taxe foncière	10 694
Charge à payer - TVTS	489
Divers - Charges à payer	745
Total	2 297 351

Autres informations

Comptes de régularisation

NOTES SUR LE BILAN

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Locations immobilières	2 561		
Location fontaines à eau	64		
Location matériel d'affranchissement	2 160		
Charges locatives	2 125		
Télesurveillance	158		
Maintenance locaux	3 152		
Maintenance matériel informatique	1 988		
Maintenance logiciels informatiques	6 954		
Primes assurance RC CE	459		
Primes assurance autres	378		
Documentation technique	5 100		
Frais de formations collaborateurs	2 231		
Frais postaux - collectes courrier	3 734		
Cotisations Crcc et Ordre EC	15 403		
Cotisations médecine du travail	4 296		
Total	50 763		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	1 400 999		
Total	1 400 999		

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

	France	Etranger	Total
Ventes de produits finis			
Ventes de produits intermédiaires	158 326		158 326
Ventes de produits résiduels			
Travaux			
Etudes			
Prestations de services	10 726 693	9 290	10 735 983
Ventes de marchandises	6 227		6 227
Produits des activités annexes	284 634		284 634
TOTAL	11 175 879	9 290	11 185 169

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - Transferts de charges	10 922	
79120000 - Remboursement agefos - Autres frais	843	
79130000 - Remboursement agefos - Coût pédag	4 850	
79140000 - Avantages en nature hors associés	5 705	
79143000 - Avantages en nature associés	49	
79150000 - Trf de charges - Divers social	33 396	
	55 764	
Total	55 764	

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Charges et Produits exceptionnels

Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice

	Charges	Produits
TOTAL		

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	6 681	
Rentrées sur créances amorties		2 690
Produits des cessions d'éléments d'actif		7 975
TOTAL	6 681	10 665

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	1 332 691	317 058	1 015 633
+ Résultat exceptionnel	3 984	1 115	2 869
- Participations des salariés	166 503	-878	167 381
Résultat comptable	1 170 172	319 051	851 121
(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)			
(**) Majoré du montant du CICE (montant repris de la colonne "Impôt correspondant")			

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 26,5 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 48 679 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
A. Total des bases concourrant à augmenter la dette future	
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles	183 696
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourrant à diminuer la dette future	183 696
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Montant de la créance future	61 232
(A - B - C - D) * 33 1/3 %	

Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/07/2009, la société SA IN EXTENSO MONT BLANC est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA IN EXTENSO DAUPHINÉ SAVOIE, 1 Bis boulevard de la CHANTOURNE 38700 LA TRONCHE.

Convention de répartition de l'impôt sur les sociétés

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Charge de l'exercice : 319.051 €

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières du groupe

AUTRES INFORMATIONS

Effectif

Effectif moyen du personnel : 108 personnes dont 3 apprentis et 2 handicapés.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	27	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	82	
Ouvriers		
Total	109	

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : AVENIR IE

Forme : SAS

SIREN : 843 333 245

Au capital de : 69 510 712 euros

Adresse du siège social :
106 cours Charlemagne
69002 LYON

AUTRES INFORMATIONS

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	306 803
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Intérêts sur emprunts restant à échoir</i>	1 303
Autres engagements donnés	1 303
Total	308 106
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

AUTRES INFORMATIONS

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	455 000
Avals et cautions	
<i>IFC : fonds versés auprès d'un fonds d'assurance</i>	28 995
Autres engagements reçus	28 995
Total	483 995
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 356 236 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 356 236 euros